

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n°DDPP-DREAL UD38-2024-09-08**

du 10 SEP. 2024

**portant mise en demeure à l'encontre de la CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE NORD ISÈRE pour le site qu'elle exploite 104 avenue du Port
sur la commune de Salaise-sur-Sanne (38150)**

Le préfet de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD ISÈRE au sein de son installation située 104 avenue du Port dans la zone industrielle portuaire de la commune de Salaise-sur-Sanne, en particulier l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 23 juillet 2024, réalisé à la suite de la visite d'inspection effectuée le 3 juillet 2024 sur le site de la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD ISÈRE implanté sur la commune de Salaise-sur-Sanne ;

Considérant le courriel du 23 juillet 2024, avec accusé réception du 25 juillet 2024, de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, adressé à la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD ISÈRE, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site implanté sur la commune de Salaise-sur-Sanne ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel du 23 août 2024 ;

Considérant que lors de sa visite sur site le 3 juillet 2024, l'inspecteur des installations classées a constaté le non-respect des dispositions suivantes des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 :

- l'article 4.2.2 relatif au plan des réseaux,
- l'article 4.2.4.1 relatif à l'isolement des réseaux avec les milieux,
- l'article 4.3.4 relatif à l'entretien et à la conduite des installations de traitement,
- l'article 7.2.1.1 relatif au gardiennage et au contrôle des accès,
- l'article 7.2.5 relatif à la gestion du stock de charbon et à sa surveillance ;

Considérant que le non-respect des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD ISÈRE de respecter les points susvisés de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : La CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD ISÈRE (SIREN n°183 830 025), dont le siège social est situé 2 place Saint-Pierre - 38200 Vienne, exploitant des installations de stockage de charbon, de stockage de plaquettes et de grumes de bois, de stockage de déchets de pneumatiques et de criblage de charbon, sur son site implanté 104 avenue du Port dans la zone industrielle portuaire de la commune de Salaise-sur-Sanne, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 :

- l'article 4.2.2 relatif au plan des réseaux dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- l'article 4.2.4.1 relatif à l'isolement des réseaux avec les milieux dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- l'article 4.3.4 relatif à l'entretien et à la conduite des installations de traitement dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- l'article 7.2.1.1 relatif au gardiennage et au contrôle des accès dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- l'article 7.2.5 relatif à la gestion du stock de charbon et à sa surveillance dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans les délais prévus, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : A l'échéance de ces délais, la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD ISÈRE justifie par écrit à l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, le respect des prescriptions susvisées, en joignant l'ensemble des éléments d'appréciation appropriés.

Article 3 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérécours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de Vienne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD ISÈRE et dont copie sera adressée au maire de Salaise-sur-Sanne.

Le préfet
Pour le Préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général

Laurent SIMPLICIEN

